



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation des personnes dans la réalisation de l'éradication de la pauvreté, l'intégration sociale et le plein emploi et le travail décent pour tous

Déclaration présentée par Vida y Familia de Guadalajara, une organisation non gouvernementale ayant le statut consultatif auprès du Conseil

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante qui est publiée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31.



Déclaration

Vida y Familia de Guadalajara est une institution privée mexicaine de bien-être social qui aide les femmes enceintes à atteindre pleinement leur dignité et leur intégration sociale. Elle se félicite que le thème prioritaire de la cinquantième et unième session de la Commission du développement social soit : promouvoir l'autonomisation des personnes dans la réalisation de l'éradication de la pauvreté, l'intégration sociale et le plein emploi et le travail décent pour tous. Elle souhaite aborder ce thème dans le contexte des groupes sociaux y compris les personnes handicapées, les jeunes, les personnes âgées et la famille.

La Division de la population des Nations Unies note que 48 % du taux de fertilité dans les pays du monde sont au-dessous du niveau nécessaire de fécondité et que d'ici 2100, 82 % des nations seront en deçà de ce niveau. À court terme, ces dernières tirent « un dividende démographique » des taux bas de fertilité mais à long terme ce dividende devra être remboursé car au fur et à mesure qu'une large population âgée partira à la retraite, une population plus jeune mais moins importante en terme de densité devra lui venir en aide. Les conséquences économiques et sociales du rétrécissement de la population jeune seront énormes. En 2010 les programmes mexicains de santé ont coûté environ 5 milliards de dollars. D'ici 2050, ils coûteront 51 milliards alors que la population de plus de 60 ans passera de 10 à 27 % de la population. Les gouvernements devront prendre des mesures pour promouvoir des conditions appropriées aux accouchements et la croissance des familles à l'instar de celles qui sont prises en Turquie et au Kazakhstan afin de maintenir la stabilité de la population.

Un large accès à l'éducation est également un facteur dans la composition de la population active. Une importante population active est nécessaire pour aider les personnes âgées qui partent à la retraite et relancer le moteur de la croissance économique. La relation entre l'éducation, la démographie et les changements sociaux est une relation d'interdépendance. Plutôt que de voir les jeunes en consommateurs de ressources limitées, on doit les voir comme producteurs de médicaments, de technologie et d'information, bref en créateurs de croissance économique qui conduiront le monde vers un avenir plus lumineux.

Désireuse d'encourager les jeunes à poursuivre leur éducation afin d'être mieux équipés pour l'avenir et accroître leur potentiel humain conformément aux objectifs de la Conférence internationale sur la population et le développement, l'organisation réaffirme la nécessité : de mettre en œuvre des programmes d'éducation en compétences de planification de la vie, en modes de vie saines et aussi de décourager de manière active l'utilisation des drogues afin que la société puisse répondre aux besoins et aux aspirations des jeunes. Une attention particulière doit être accordée aux besoins des adolescents pour leur permettre de faire face de manière positive et responsable à leur sexualité, y compris par l'abstinence volontaire.

Les 27 ans d'expérience de l'organisation dans le domaine de la santé maternelle et des soins postnatals confirment les termes de la Déclaration des droits de l'enfant : « l'enfant en raison de son immaturité physique et mentale a besoin de protections et de soins spéciaux, y compris de protection juridique appropriée avant et après sa naissance ».

Les gouvernements devraient prendre des mesures juridiques pour protéger les droits fondamentaux à la vie et la dignité des femmes enceintes et leurs enfants avant et après la naissance.

L'organisation est particulièrement concernée par la tendance à effectuer des tests prénatals pour savoir si l'enfant souffrira d'un handicap à sa naissance et le rapport entre ces tests et l'avortement. Environ 92 % des femmes qui reçoivent un diagnostic prénatal de trisomie 21 de leur bébé se font avorter. D'autres personnes qui pensent que leur enfant risque d'être atteint d'un handicap choisissent l'avortement. Les personnes handicapées ne devraient pas être en butte à la violence et à la discrimination, que ce soit avant ou après la naissance. Les gouvernements doivent prendre des mesures strictes contre la discrimination et fournir les soins médicaux appropriés aux personnes handicapées.

L'organisation affirme que la famille est l'élément fondamental de la société humaine. Elle est la source principale de protection des femmes et des jeunes filles pour empêcher leur victimisation. Quand les liens familiaux disparaissent, les jeunes femmes sont de davantage exposées à l'abandon scolaire, à l'exploitation sexuelle et du travail, aux grossesses précoces, aux maladies sexuellement transmissibles. Lorsque le mari et la femme sont des partenaires égaux, l'environnement stable nécessaire à la fourniture de soins de santé et l'éducation appropriée aux jeunes pour leur permettre de vaincre la pauvreté et jouir d'un emploi productif s'établit. Conformément à la Conférence internationale sur la population et le développement les gouvernements et la société civile doivent prendre des mesures pour fournir à la famille une protection et un soutien complets.
